



Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » (Karl Marx)

Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef !

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère !

Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non !

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot.

D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

Tous ensemble pour les faire reculer !

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleuses et de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et en tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparées. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé. Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !



Emma.

Retraites et salaires : deux facettes de la même exploitation

On en connaît pas mal, des collègues retraités qui reviennent bosser comme intérimaires, d'autant plus dans cette période de sous-effectif où l'entreprise est bien contente de pouvoir compter sur eux. Parfois encore en bonne santé, parfois un peu moins. Et si quelques uns le font pour passer le temps, la plupart n'ont pas vraiment le choix, et y trouvent le seul moyen de compléter des pensions trop faibles pour vivre.

Mais combien, aujourd'hui, parmi les plus jeunes, se voit encore conduire à plus de 62 ans pour toucher, dans le meilleur des cas, une pension complète calculée sur la base de salaires trop faibles ? C'est pourtant ce qui nous attend, si cette réforme passe et si le travail ne nous a pas cassés d'ici là, auquel cas les périodes de maladie et de chômage entraîneront nécessairement une décote des pensions.

Alors que les batailles se mènent nationalement contre une réforme du gouvernement, ou plus localement pour l'augmentation de nos salaires ou l'amélioration des conditions de travail, derrière c'est une seule et même guerre contre la volonté du patronat et du gouvernement de nous soumettre, de nous asservir aux besoins du capital, en regagnant petit à petit le droit de nous user au travail jusqu'à la mort pour des salaires de misère.

La lutte est vitale, alors aux TCL comme ailleurs ne battons pas en retraite !

Keolis Porte des Alpes et Grindler : une victoire qui en appelle d'autres !

Nos collègues de Keolis Porte des Alpes et de Grindler en Isère ont arrêté leur grève jeudi dernier, à l'issue des négociations entre la direction et une délégation du comité de grève et, surtout, des discussions en assemblée générale. Ils ont obtenu une augmentation du salaire net de 100 euros par mois, une amélioration de la prime repas, l'étalement des jours de grève sur



trois mois et l'engagement de la direction à n'entamer aucune poursuite contre eux.

Ce que les grévistes ont surtout gagné, et ce qui ne fera l'objet d'aucun paragraphe dans le protocole de fin de conflit, ce sont des liens solides entre eux et un haut niveau d'organisation. Tous les jours, la quasi-totalité des grévistes se retrouvait sur des piquets combattifs où des assemblées générales permettaient à tous de s'exprimer, parfois en n'étant pas d'accord, mais toujours en restant unis dans le combat. Le comité de grève, véritable direction de la grève élue par les AG, composé de syndiqués (dont les délégués syndicaux) et de non-syndiqués, se prépare d'ores et déjà pour la bagarre contre la réforme des retraites. Bravo à eux !

Grève pour les salaires : ce n'est que jus-TICE

Depuis le 3 janvier, plus de 200 salariés du réseau TICE (transports intercommunaux centre Essonne) sont en grève pour une augmentation de salaire au niveau de l'inflation, soit 12 %. C'est le minimum pour que le salaire paie les mêmes factures qu'avant.

Comme le dit un gréviste : « 12 %, c'est en fait 0 % : on est très raisonnables. »

Leur grève continue : lundi 16, ils ont manifesté dans les rues d'Évry, et aujourd'hui mardi 17, ils se rassemblent sous les fenêtres de leur direction pour mettre la pression sur les négociations. Ça peut nous donner des idées !

Rock the Casbah

Le 2 janvier, les transports tunisois ont été paralysés par une grève. Les grévistes ont manifesté devant le siège du gouvernement, dans la Casbah. Comme en novembre dernier, ils ont simplement exigé leur dû, à savoir de toucher les salaires et les primes que l'entreprise ne leur avait pas versés. Un accord a été trouvé et la situation devrait être régularisée.

Mais les prix galopent en Tunisie et le gouvernement annonce la suppression prochaine des subventions sur différents aliments. Ce n'est donc pas seulement le paiement des arriérés qu'il faudra obtenir, mais de réelles augmentations de salaires. Pas sûr du tout, en revanche, que l'UGTT, syndicat officiel sous l'ère de Ben Ali et toujours très proche du pouvoir, n'organise la riposte en ce sens. Les travailleurs ne pourront compter que sur leurs forces !



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com